

Montcalm, et une partie non subdivisée du lot No 66, au sud-ouest par les lots Nos 45-1-13, 45-1-22 Avenue Montcalm, des parties non subdivisées du lot No 45-1, les lots Nos 45-1-26, 45-1-35, 45-1-47 Boulevard Notre-Dame et 45-1-48. Cette partie de lot mesure deux cent soixante-dix-neuf pieds et trois-dixièmes (279.3') dans sa limite nord-ouest, mille cent quarante pieds et huit dixièmes (1,140.8') dans sa limite nord-est et deux cent soixante-sept pieds et huit dixièmes (267.8') dans sa limite sud-est et mille cent trente pieds et trois dixièmes (1,130.3') dans sa limite sud-ouest. Cette partie du lot contient en superficie trois cent six mille cinq cent soixante-six pieds carrés (306,566') mesure anglaise soit huit arpents et trente-trois centièmes (8.33 arpents). »

2. Radier une certaine promesse de vente accordée par feu Jean Baptiste Bergeron à Messieurs Napoléon Miller, Henri Miller, Joseph Miller et Magloire Miller le 29 octobre 1898, enregistrée le 29 novembre 1898 à l'encontre du lot originaire 66 au livre de renvoi de la paroisse St-Martin, division d'enregistrement de Laval, sous le numéro 18531.

Montréal, ce 20 août 1962.

Les Procureurs des requérants,
MARTINEAU, CHAUVIN, WALKER,
1200-47-4-0 ALLISON, BEAULIEU & TETLEY.

by an unsubdivided part of lot No. 66, to the south-west by lots Nos. 45-1-13, 45-1-22 Montcalm Avenue, by unsubdivided parts of lot No. 45-1 and by lots Nos. 45-1-26, 45-1-35, 45-1-47 Boulevard Notre-Dame and by lot No. 45-1-48. This part of lot measures two hundred and seventy-nine feet and three tenths of a foot (279.3') in its north-west limit, one thousand one hundred and forty feet and eight tenths of a foot (1,140.8') in its north-east limit, two hundred and sixty-seven feet and eight tenths of a foot (267.8') in its south-east limit and one thousand one hundred and thirty feet and three tenths of a foot (1,130.3) in its south-west limit. This part of lot contains an area of three hundred and six thousand and five hundred and sixty-six square feet (306,566'), English measure, or eight arpents and thirty-three hundred of an arpent (8.33 arpents)."

2. Radiate a certain promise of sale granted by the late Jean Baptiste Bergeron to Messrs. Napoléon Miller, Henri Miller, Joseph Miller and Magloire Miller on the 29th day of October, 1898, registered against original lot 66 on November 29, 1898, on the book of reference of the parish of St-Martin, registration division of Laval, under number 18531.

Montreal, August 20th, 1962.

MARTINEAU, CHAUVIN, WALKER,
ALLISON, BEAULIEU & TETLEY.
1200-47-4-0 Attorneys for petitioners.

Ministère des Affaires municipales

Ville de Vimont

Lettres patentes supplémentaires

Canada,
Province de
Quebec.

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni, du Canada et de ses autres Royaumes et Territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

ATTENDU QU'EN VERTU DE l'article 15, la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil municipal, modifier le nom d'une municipalité et émettre à cette fin des lettres patentes supplémentaires après accomplissement des formalités prescrites;

ATTENDU QUE, par sa requête du 21 août 1961, le conseil municipal de la ville Saint-Elzéar demande que le nom de ladite ville soit changé en celui de « ville de Vimont »;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la Loi des cités et villes ont été remplies.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1708, en date du 3 octobre 1962, Nous avons changé et par les présentes lettres patentes supplémentaires changeons le nom de la ville Saint-Elzéar en celui de « ville de Vimont », conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

Department of Municipal Affairs

Town of Vimont

Supplementary Letters Patent

Canada,
Province of
Quebec.

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Queen of the United Kingdom, of Canada and Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS, under section 15, the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) enacts that the Lieutenant-Governor in Council may, by a petition of the Municipal Council, modify the name of a municipality and for this purpose, issue supplementary letters patent after fulfillment of the prescribed formalities;

WHEREAS, by its petition of August 21, 1961, the Municipal Council of the Town of Saint-Elzéar requests that the name of the said town be changed into that of "town of Vimont";

WHEREAS all formalities prescribed by the Cities and Towns Act have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1708, dated October 3, 1962, We have changed and by the present supplementary letters patent change the name of the town of Saint-Elzéar into that of "town of Vimont", pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce sixième jour de novembre en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux et de Notre Règne le onzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
1198-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable PAUL COMTOIS, p.c., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec. Given at Our Parliament Buildings, at Quebec, this sixth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two, in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above letters patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, Chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, q.c.,
1198 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ville de Saint-Césaire

Lettres patentes

Canada,
Province of Québec.
PAUL COMTOIS

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 1er juin 1962, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Saint-Césaire, tel que décret dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 13 juillet 1962, soit érigé en une municipalité de ville;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Saint-Césaire est de deux mille soixante âmes;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Saint-Césaire.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1789, en date du 17 octobre 1962, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Tout le territoire formant actuellement la municipalité du village de Saint-Césaire, comté de Rouville, comprenant, en référence aux cadastres officiels du village incorporé de Saint-Césaire et de la paroisse de Saint-Césaire, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point

Town of Saint-Césaire

Letters Patent

Canada,
Province of Québec.
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Queen of the United Kingdom, of Canada and Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the municipal council of the village of Saint-Césaire, in the county of Rouville, presented to Us, pursuant to a resolution regularly adopted at its session of June 1, 1962, a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Saint-Césaire, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated July 13, 1962, be erected into a town municipality;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Saint-Césaire is two thousand sixty souls;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, into a town municipality, if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to this petition of the municipal council of the village of Saint-Césaire.

THEREFORE, Know Ye that, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1789, dated October 17, 1962, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have enacted and ordained and by these presents, enact and ordain:

THAT the following territory, to wit:

All the territory presently forming the municipality of the village of Saint-Césaire, county of Rouville, comprising, with reference to the official cadasters of the incorporated village of Saint-Césaire and of the parish of Saint-Césaire, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, water-courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: Starting from the